

Cahier de recherche
Continentalisation
ISSN 1714-7638

*L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
EN IRAN PENDANT LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE*

DEUXIÈME PARTIE : 1989 - 1997

MOHAMMAD-ALI SHIRDEL



Centre Études internationales et Mondialisation
Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, succ. Centre-ville,
Montréal, H3C 3P8

Tel : (514) 987 3000 # 3910
<http://www.ceim.uqam.ca>

FÉVRIER 2007

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Groupe de Recherches sur l'Intégration Continentale (GRIC) ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).

Cette recherche a pour objectif d'expliquer le changement et la continuité dans les stratégies de développement économique après la révolution islamique en Iran. Le modèle explicatif est le suivant : La configuration et l'interaction particulière de quatre facteurs expliquent le choix et le changement dans les stratégies de développement économique en Iran : l'État, la société civile, le système mondial et les idées. À partir de 1989, la Deuxième République annonce des changements importants dans l'État islamique et dans ses relations avec la société civile islamique, d'un côté, et avec le système international, de l'autre. Ces changements ont entraîné d'autres changements dans les stratégies de développement et l'application de la nouvelle stratégie de développement. Cette nouvelle stratégie a deux volets importants : les programmes de stabilisation économique et les programmes d'ajustement structurel.

This research aims to explain the change and continuity in the strategies of economic development after the Islamic revolution in Iran. The explanatory model is as follows: The particular configuration and interaction of four factors explain the choice and the change in the strategies of economic development in Iran: the state, the civil society, the world system and ideas. From 1989, the Second Republic announces important changes in the Islamic State and its relations with the civil society, on a one side, and with the international system, on other side. These changes involved other changes in the strategies of development and the application of the new strategy of development. This new strategy has two important facets: programs of economic stabilization and programs of structural adjustment.

Cette recherche a pour objectif d'expliquer le changement des stratégies et des politiques économiques après la révolution islamique en Iran. Trois stratégies de développement appliquées par l'État iranien : la stratégie d'industrialisation, la stratégie du « socialisme islamique » et la stratégie libérale de développement concrétisée dans les programmes d'ajustement structurel. Ces changements dans les stratégies de développement peuvent être expliqués selon le modèle suivant : Le changement et la continuité dans les stratégies de développement économique en Iran s'expliquent en fonction de la configuration et de l'interaction de quatre facteurs majeurs : l'État, la société civile, le système mondial et les idées. Le changement et la transformation dans les institutions politiques entraînent des changements de politiques économiques. C'est l'interaction et la configuration particulière de ces quatre facteurs qui déterminent le choix des politiques économiques. Dans cet article, nous traiterons le type d'interaction et d'articulation entre les facteurs durant la Deuxième République, 1988-1997.

La ligne de démarcation entre les deux périodes, celle de 1980-1988 et celle de 1989-1997, constitue le grand changement sur la scène politique iranienne à partir de 1989. Après le décès de l'ayatollah Khomeyni, le pays fait l'expérience d'un grand changement dans l'État islamique. L'équilibre du pouvoir entre les factions au sein de l'État a changé au profit de deux factions : pragmatiste et conservatrice. L'influence des groupes radicaux sur l'État est limitée et celle des conservateurs a été renforcée. Au niveau international, la politique de détente a préparé le terrain pour l'introduction de l'économie iranienne dans l'économie globale.

À la suite de changement sur la scène politique interne et internationale, une nouvelle stratégie de développement a été appliquée. Le nouveau gouvernement pragmatiste envisage de grandes réformes économiques connues sous le nom de "*perestroika* de Rafsanjani".¹ La nouvelle stratégie a deux volets importants : les programmes de stabilisation économique et les programmes d'ajustement structurel, recommandés par la Banque Mondiale et le FMI. Ces programmes de réformes économiques sont introduits dans le premier et le deuxième plan de développement (1989-1994 et 1995-1999).

¹ Hamid HOSSEINI (1994), « The Change of Economic and Industrial Policy in Iran : President Rafsanjani's Perestroika », dans Hamid ZANGENEH, *Islam, Iran, and World Stability*, New York : St. Martin's Press, p. 25-98.

L'ÉTAT ISLAMIQUE ET LE CHANGEMENT POLITIQUE

Selon le cadre d'analyse présenté dans le premier article, les éléments principaux du premier facteur explicatif, l'État, sont les suivants : le rentierisme, l'islamisme et le factionnalisme. En ce qui concerne le rentierisme, la dépendance envers les revenus pétroliers a augmenté pendant la Deuxième République. Ces revenus constituent entre 50 et 80 pour cent du budget national, les revenus d'imposition seulement 20 pour cent.² Entre 75 et 85 % de la production nationale dépend de la rente pétrolière. Plus de 80 % des devises étrangères nécessaires au fonctionnement de l'économie proviennent de l'exportation pétrolière.

La montée du pragmatisme

Les disputes idéologiques entre les factions radicales et conservatrices pendant la Première République auront un effet, celui de préparer le terrain à l'ascension de l'idéologie pragmatiste.³ Les conflits interminables entre le Conseil des gardiens et le *Majlis*, d'un côté, et entre le président et le Premier ministre, de l'autre, conduisent à une impasse décisionnelle. Dans ces conditions, la formation et l'application d'une stratégie durable de développement semblent impossibles. Les tentatives du leader de la révolution de diminuer ces conflits ont des effets temporaires. Il demande au Conseil des gardiens de considérer les intérêts du régime islamique (*maslahat nezam*) dans le processus de vérification des lois. Il demande ensuite au Conseil de réétudier et de réviser les projets de loi déjà rejetés au cours des dernières années parce que, selon l'ayatollah Khomeyni, le *Vali-é Faqih* a le pouvoir absolu de modifier les lois islamiques.

Sous les pressions, le Conseil des gardiens accepte de réviser les projets de loi, ce qui diminue temporairement les disputes entre les radicaux et les conservateurs, mais profite aux pragmatistes.⁴ Après avoir rejeté plusieurs versions des lois de nationalisation du commerce extérieur en les déclarant non conformes aux lois islamiques et constitutionnelles, le Conseil des gardiens arrive à un compromis. Après quatre ans de tension entre les deux factions, la version finale des lois sur le commerce extérieur approuvée par les institutions législatives est celle d'un système mixte, public et privé. Mais,

² Masoud NILY (1997), *Eqtesad-é Iran* [L'économie iranienne], Soreh, Téhéran, p. 228-235.

³ Ahmad ASHRAF (1994), "Charisma, Theocracy, and Men of Power in Post-revolutionary Iran", dans Myro WEINER and Ali BANUAZIZI (eds.), *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran, and Pakistan*, Syracuse, Syracuse University Press.

⁴ *Keyhan*, 14 janvier 1988.

malgré ce système mixte, environ 90 % des importations du pays ont été effectuées par les organisations gouvernementales jusqu'en 1988.⁵

Le débat idéologique entre les factions est arrivé à un point tel que le processus législatif et la formation des politiques économiques à long terme sont devenus difficiles, voire impossibles, et les disputes idéologiques profondes ne purent être réglées que par l'adoption de mesures temporaires. Aussi est-ce pour cette raison qu'un autre Conseil législatif médiateur a été créé par l'ayatollah Khomeyni, en février 1988, pour régler cette crise législative. Ce nouveau conseil appelé le "Conseil de Discernement des Intérêts du Régime Islamique" (CDIRI) [*Shorayeh Tashkhisseh Maslahateh Nezam*] a le pouvoir de prise des décisions finale sur les thèmes particuliers en discussion.⁶ Ce Conseil a le pouvoir de faire des lois, à titre temporaire pour une période de trois ans, et ce, afin de donner aux deux institutions législatives le temps suffisant pour en arriver à un accord sur ces thèmes.

La création du Conseil montre, entre autres, la montée en puissance des pragmatistes dans l'appareil de l'État. La présence de bureaucrates et de technocrates en provenance des ministères forcera également les dirigeants islamiques à trouver des solutions pragmatiques qui laissent de côté les disputes idéologiques. Le chef du nouveau conseil, Hashemi Rafsanjani, lui aussi, jouera toujours un rôle de médiateur dans les conflits entre les factions radicales et conservatrices. Avec la création du Conseil, sa position n'en sera que davantage renforcée.

Les factions pendant la Deuxième République

Le basculement de l'équilibre du pouvoir entre les factions dans l'État est un élément important dans le processus de changement des politiques économiques.⁷ À partir de 1989, les groupes conservateurs et pragmatistes occupent graduellement toutes les positions dans les institutions politiques. La fin de la guerre en 1988, le décès du leader de la révolution et l'arrivée d'un nouveau leader, l'élection présidentielle et, enfin, la défaite des radicaux lors de l'élection du quatrième *Majlis* viennent modifier l'équilibre du pouvoir entre les factions.⁸ Trois ans plus tard, les groupes radicaux sont complètement marginalisés sur la scène politique iranienne.

⁵ Patrick CLAWSON (1988), "Islamic Iran's Economic Politics and Prospects", *Middle East Journal*, vol. 42, no. 3, p. 371-388.

⁶ Mehrdad VALIBEIGI (1993), "Islamic Economics and Economic Policy Formation in Post-Revolutionary Iran: A Critique," *Journal of Economic Issues*, vol.27, no. 3, p. 793-812.

⁷ Sussan SIAVOSHI (1992), Factionalism and Iranian politics : the post-khomeini experience, *Iranian Studies*, vol. 25, no. 3-4, pp.27-49.

⁸ Anoushiravan EHTESHAMI (1991), "After Khomeini: The Structure of Power in the Iranian Second Republic," *Political Studies*, vol. 39, p 148-57, march 1991.

Vers la fin de la Première République, les dirigeants islamiques concluent que la source de la plupart de tensions et conflits entre les institutions étatiques est la Constitution. Certains problèmes doivent être résolus par la révision de la Constitution. Le premier changement important porte sur les caractéristiques du futur leader de la révolution. La condition de *marjaiyat* (source d'imitation religieuse) pour le leader a été éliminée et le *Valiey-é faqih* peut être donc choisi parmi les *mujtahedin* qui ont une « vision politique correcte » et une « connaissance religieuse suffisante ».⁹ La décentralisation de la branche exécutive a été réglée par l'élimination du poste du Premier ministre. Dans la constitution révisée, le président possède désormais un pouvoir total sur l'exécutif. L'introduction du « Conseil de Discernement des Intérêts du Régime Islamique » (CDIRI) dans la nouvelle version de la constitution va également contribuer à régler les relations conflictuelles entre le *Majlis* et le Conseil des gardiens.

La révision de la Constitution apporte donc des remèdes à certaines malaises juridiques dans le système politique, mais, après le décès de l'ayatollah Khomeyni en 1989, les rivalités politiques entre les groupes rivaux vont s'intensifier.¹⁰ Ce choix va provoquer la colère de la faction radicale qui doit désormais se soumettre à ce leadership. C'est en fait le commencement du processus de marginalisation totale de la faction radicale. Toutes les institutions politiques et révolutionnaires seront graduellement contrôlées par les conservateurs. La nomination de l'ayatollah Yazdi, membre du groupe conservateur, pour remplacer l'ayatollah Ardebili, membre du groupe radical, comme chef du pouvoir judiciaire va dans le sens de ces transformations.

L'élection présidentielle de 1989 est un autre grand pas vers la transformation de la scène politique du pays.¹¹ Étant donné le support public considérable dont jouit l'ayatollah Rafsanjani, leader du groupe pragmatiste, sa victoire à l'élection n'apparaît que trop évidente.¹² Toutes les factions, y compris les radicaux, appuieront donc Rafsanjani.¹³ Il est également le chef du « Conseil de Discernement des Intérêts du Régime Islamique ». Cependant, le pouvoir législatif reste encore sous le contrôle des radicaux à travers lequel ils

⁹ L'ayatollah Khomeyni, lui-même annoncé avant son décès que le *marjaeyat* n'est pas un critère pour le *valey faqih*. Il dit dans sa lettre que : « Il est suffisant d'avoir un *mujtahed* juste qui est choisi par le Conseil des experts ». *Surat-e mashruh-e mozakerat-e shora-ye baznegari qanoun-e asasi-ye jumhuri-ye islami-ye Iran* [Le détail de débats du Conseil de la révision de la constitution], vol.1, p. 174.

¹⁰ M.M. MILANI (1994), *The Making of Iran's Islamic Revolution: From Monarchy to Islamic Republic*, Colorado, Westview Press, Boulder, p. 219-239.

¹¹ Mehdi MOZAFFARI (1993), « Changes in the Iranian Political System after Khomeini's Death », *Political Studies*, vol. 41, p. 611-17.

¹² Farzin SARABI (1994), *The Post-Khomeini Era in Iran : The Elections of the Fourth Islamic Majlis*, *Middle East Journal*, vol. 48, no. 1, p. 89-107.

¹³ Il a même formé son cabinet avant l'élection. Il sera élu par une grande majorité des voix, 15 551 783 votes sur 16 454 641, comme président de la république islamique.

peuvent exercer certaines pressions sur le gouvernement. Après le départ de Rafsanjani du *Majlis*, Mehdi Karrubi, chef des groupes radicaux sera élu comme porte-parole du *Majlis*. Quant à Rafsanjani, il formera son cabinet en prenant majoritairement des technocrates et ce, afin de réaliser son objectif principal, les réformes économiques.

L'élection du quatrième *Majlis* en 1992 est devenue une occasion de rivalité entre plusieurs factions dont les deux plus importantes s'étaient acharnées pour dominer le quatrième *Majlis*: d'un côté la coalition entre les conservateurs et les pragmatistes et de l'autre, les radicaux.¹⁴ L'élection du quatrième *Majlis* est vitale pour les radicaux qui perdent graduellement tous leur pouvoir à l'intérieur de l'appareil d'État.¹⁵ L'échec total de la faction de gauche dans l'élection du *Majlis* et l'élimination ultérieure de cette faction de la scène politique s'expliquent par trois éléments importants. Premièrement, la faction de gauche montre son incapacité à s'adapter aux changements sociaux et à la nouvelle ère après la guerre. Elle insiste encore sur la continuité des politiques internes et internationales appliquées pendant la Première République. Un deuxième élément est l'alliance qui s'établira entre les pragmatistes et conservateurs afin d'éliminer la gauche. Un troisième élément, enfin, est l'intervention du Conseil des gardiens dans cette élection contre la gauche.¹⁶ Dans cette élection, les groupes conservateurs détiennent, pour la première fois après la révolution, la majorité absolue des sièges, soit plus de 200, parmi les 270 élus.

En bref, après la fin de la guerre et le décès de l'ayatollah Khomeyni en 1989, le camp radical a graduellement perdu toute son influence sur la politique et l'économie iranienne. Les radicaux ont même perdu leur influence dans les institutions révolutionnaires semi-étatiques. Victimes d'un échec total, les radicaux ferment tous leurs bureaux et abandonnent toutes leurs activités politiques. Même dans les élections présidentielles en 1993, ils ne présentent pas de candidat pour concurrencer l'ayatollah Rafsanjani. Pour son deuxième mandat, Rafsanjani a gagné 63 % des voix par apport à 94,5 % en 1989.

Alliance ou rivalité

Au fur et à mesure que les politiques de réforme économique avancent, les critiques des conservateurs contre le gouvernement pragmatiste s'intensifient. La relation amicale entre les deux alliés se détériore. Les points de désaccord entre eux portent sur les conséquences culturelles et politiques des réformes économiques. De plus, la politique des réformes économiques n'a pas atteint ses objectifs de changement économiques structurels. À la fin de 1994, les politiques de réforme sont renversées à cause de la crise financière.

¹⁴ Farzin SARABI (1994), *op. cit.*

¹⁵ Farzin SARABI (1994), *op. cit.*, p. 89-107.

¹⁶ *Salam*, le 3 avril 1992. Parmi les radicaux disqualifiés, on trouve des membres importants comme, Asdollah Bayat, Khalkhali, Hosein Musavi Tabrizi, Behzad Nabavi, Ebrahim Asgharzadeh, Hadi Ghafari.

Une des conséquences importantes des réformes est la transformation des valeurs dans la société. La richesse matérielle est valorisée, la consommation est favorisée, le style de vie occidental est répandu.¹⁷ Les conservateurs décrivent les pragmatistes comme étant des libéraux qui cherchent un développement de style occidental au détriment des valeurs et des principes islamiques. Ils accusent les pragmatistes d'avoir affaibli la pensée islamique sous prétexte de libéralisme et de liberté.¹⁸

L'élection du cinquième *Majlis*, en 1996, offre une occasion importante pour les conservateurs de limiter le pouvoir des pragmatistes dans l'État. Rejetés par les conservateurs, les pragmatistes créent un groupe indépendant, appelé Agents de la Reconstruction de l'Iran "(G-6) [*Kargozaran-é Sazandegi*], deux mois avant l'élection, en janvier 1996. La principale leçon de cette élection est que les conservateurs se dirigent vers la monopolisation du pouvoir étatique. Cette leçon a appris au G-6 à ne plus faire confiance aux conservateurs et à chercher un autre allié aux prochaines élections afin de contrebalancer le pouvoir des factions et garantir, ainsi, sa survie politique. C'est la raison pour laquelle le G-6 et la gauche formeront une alliance dans l'élection présidentielle de 1997.

¹⁷ Faramarz RAFIPOUR (1997), *Tose'e va Tazad* [le développement et la contradiction], La presse de l'Université de Shahid Beheshti, Téhéran, p. 159-304.

¹⁸ *Keyhan*, le 1er mai 1996.

L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'évolution de relations entre l'État et la société civile a pris de nouveaux tournants pendant la Deuxième République. Après la fin de la guerre avec l'Irak et le décès de l'ayatollah Khomeyni la scène politique iranienne s'est transformée. Nous assistons à la montée des groupes conservateurs et pragmatistes ainsi au déclin des groupes radicaux. Ces changements affectent les relations entre l'État et la société civile. Les groupes capitalistes comme la bourgeoisie commerciale et la bourgeoisie moderne se rallient pour marginaliser les radicaux. Cette alliance porte fruit, car elle peut neutraliser toute activité des radicaux dans la société puis monopoliser le pouvoir étatique. C'est qu'elle est capable d'effectuer un grand changement dans la stratégie de développement durant la Deuxième République.

La prédominance de l'alliance clergé/bazar

La Deuxième République est marquée par la domination de l'alliance clergé/*bazar* sur la scène politique et sociale iranienne. Les sentiments révolutionnaires et anticapitalistes, la guerre, la domination des radicaux et, plus important, le leadership de l'ayatollah Khomeyni ont construit une barrière infranchissable pour la domination des *bazaris* pendant la Première République. Les événements importants, qui sont arrivés à la fin des années 1980, ont détruit cette barrière et ont laissé l'alliance clergé/*bazar* compléter sa domination sur la société et se diriger ensuite vers la monopolisation du pouvoir étatique. La plupart des institutions sociales, économiques, culturelles et politiques sont passées sous le contrôle des conservateurs. Cette mainmise sur les pouvoirs politiques et économiques leur permet d'appliquer leur projet de développement économique et culturel.

Les institutions les plus importantes dans le domaine économique et culturel sont les fondations révolutionnaires dont le nombre excède la centaine. Ces fondations sont principalement sous le contrôle de l'alliance clergé/*bazar*. Ces fondations sont autonomes par rapport au gouvernement, même si elles profitent des exemptions sur les impôts et des rentes consacrées aux compagnies étatiques. Certaines sources indiquent que ces fondations sont responsables de 30 à 50 % du PIB. Leur domaine d'activité couvre presque toute la sphère socio-économique et culturelle. Les fondations les plus importantes sont les suivantes : La Fondation des déshérités (*Bonyad-e Mostazafan*)¹⁹, la Fondation de Shrine de huitième Imam (*Bonyad-e Astan-e Qods-e razavi*), la Fondation des Martyrs (*Bonyad-e Shahis*), la Fondation du Logement (*Bonyad-e Maskan*), le Bureau

¹⁹ Serge MICHEL (2000), « Fondations religieuses en Iran », *Le Figaro*, 21 décembre 2000.

d'Aide de l'Imam Khomeyni, la Fondation du 15 *Khordad* et la Fondation pour la Propagande Islamique (*Sazeman-e Tablighat Eslami*).²⁰

La montée de la bourgeoisie industrielle

Dans une économie rentière, la création d'une classe bourgeoisie d'élite est inévitable. Cette bourgeoisie moderne s'est développée pendant le régime du chah, mais elle a été éliminée à la suite de la victoire de la révolution islamique. Après la révolution, une nouvelle bourgeoisie moderne a graduellement émergé sous le régime islamique. Cette bourgeoisie d'élite s'est principalement regroupée dans les « Agents de la Reconstruction de l'Iran » [*Kargozaran-é Sazandegi*].

Cette bourgeoisie moderne industrielle se situe dans la troisième faction, les pragmatistes, composée surtout des technocrates qui font partie du gouvernement Rafsanjani.²¹ Ce groupe existait depuis plusieurs années, mais c'est à la suite d'une querelle pré-référendaire avec les conservateurs qu'il a annoncé, en janvier 1996, son existence officielle. Ce groupe, nommé « Agents de la reconstruction de l'Iran » [*Kargozaran-é Sazandegi*] fut créé par quatre vice-présidents, le chef de la Banque centrale, M. Nurbakhsh, et le maire populaire de Téhéran, G. Karbaschi. Ce groupe du G-6 insiste sur le développement économique et la reconstruction du pays comme étant sa première priorité. Il a des partisans parmi les hauts fonctionnaires, les technocrates, les gestionnaires et les directeurs de l'appareil étatique.²²

Cette nouvelle bourgeoisie a renforcé sa position économique et politique surtout pendant la Deuxième République avec l'appui du président Rafsanjani. Non seulement la bourgeoisie traditionnelle conservatrice (*bazaris*), mais aussi la bourgeoisie moderne industrielle ont profité des politiques de réforme économique du gouvernement Rafsanjani pour se fortifier. Ce groupe a été utilisé par le gouvernement comme un élément d'application et d'accélération des réformes économique libérales, cela parce qu'après une décennie de la guerre et la révolution, la demande interne pour les biens de consommation durables et non-durables a fortement augmenté. Cette augmentation a nécessité la création d'industries légères locales afin de répondre aux besoins internes. Les politiques économiques du gouvernement ont accéléré le renforcement de cette nouvelle classe industrielle en lui accordant des privilèges d'accès aux ressources gouvernementales. Grâce aux revenus pétroliers en croissance et plus de trente milliards

²⁰ Farhad KAZEMI (1995), "Civil Society and Iranian Politics", dans Augustus Richard Norton (ed.)(1995), *Civil Society in the Middle East*, vol. 2, Pays-bas, Tutasub Aegide Pallas, p. 119 – 152.

²¹ Saeed BARZIN (1995), « Factionalism in Iran », *The World Today*, Octobre 1995, p. 202-205.

²² Mojahedin de la révolution islamique (1994), *Negahi be jenaha-e siyasi*, [Les factions politiques], *Asr-e Ma*, no. 30, 10 séries commencées le 28 décembre 1994 [1374, azar-22].

de dollars de fonds étrangers, le gouvernement offre des ressources comme le capital, les matières premières et d'autres moyens de production pour répondre aux demandes croissantes. C'est ainsi que l'apparition et le renforcement de la bourgeoisie moderne mettent en danger la position déjà fortifiée de la bourgeoisie commerciale traditionnelle (les *bazaris*). Cela peut expliquer une partie du conflit entre les deux alliés conservateurs et pragmatistes vers la fin de la Deuxième République. C'est ainsi que l'alliance fut graduellement suivie d'une rivalité entre la bourgeoisie commerciale et la bourgeoisie moderne industrielle.

Ce conflit s'explique également par les changements culturels importants qu'avait connus la société iranienne. L'enjeu culturel constitue une source de conflit entre les deux groupes de la société civile. Après la Deuxième République, nous constatons un changement fondamental qui peut être qualifié de révolution tranquille²³ dans les valeurs de la société islamique. Selon une étude sociologique, la tendance religieuse des gens a fortement diminué après la Deuxième République.²⁴ Cette étude fait une comparaison sur la sensibilité des gens aux valeurs islamiques entre la Première et la Deuxième République. Elle étudie des variables comme la croyance religieuse, le respect du clergé et le respect de l'*Hijab* (la voile islamique). Toutes ces variables démontrent un éloignement grandissant des gens par rapport à la religion et aux valeurs islamiques.²⁵ Cette révolution tranquille a miné, selon le clergé, la légitimité du régime islamique.²⁶ Même si la plupart des analystes évoquent cette transformation des valeurs, ils n'ont pas le même avis sur ses causes. Les conservateurs accuseront les pragmatistes d'avoir promu les valeurs occidentales comme la richesse matérielle et la consommation, ce qui signifiera que les réformes économiques du gouvernement Rafsanjani seront les causes principales du changement des valeurs sociales.

La société civile moderne islamique : la marche vers l'opposition

La victoire de la société civile islamique contre les groupes non islamiques pendant les deux premières années de la révolution est la conséquence de l'alliance entre la société civile islamique traditionnelle et moderne. Vers la fin de la Première République, la société civile moderne islamique s'éloigne graduellement des factions étatiques pour ensuite occuper une place autonome dans la société. Pendant que les conservateurs tentent de monopoliser le pouvoir durant la Deuxième République, la société civile moderne islamique

²³ Ronald INGLEHART (1977), *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, N.J. : Princeton University Press.

²⁴ Faramarz RAFIPOUR (1997), *Tose'e va Tazad* [le développement et la contradiction], Les presses de l'Université de Shahid Beheshti, Téhéran, 159-232.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Faramarz RAFIPOUR (1997), *op. cit.*, p. 447-466.

lance une bataille idéologique visant même les principes sur lesquels l'État islamique a été établi. Les activités des intellectuels religieux pendant la Deuxième République montrent la tendance de la société civile moderne islamique à critiquer l'État islamique.²⁷

Les groupes nationalistes-religieux, dont le plus important est le Mouvement de Libération de l'Iran, sous la direction de Mehdi Bazargan, ne s'inscrivent pas dans l'une ou l'autre des factions étatiques. Malgré la domination du politique factionnaliste dans la relation entre l'État et la société civile, quelques groupes indépendants sont actifs dans la société civile. Pendant les deux Républiques, ces groupes sont tolérés par l'État islamique comme groupes d'opposition. Ce groupe et surtout son leader, Mehdi Bazargan, continueront à critiquer l'État islamique dans ses publications. Il critique même le principe de *Velayat-é faqih*,²⁸ le pilier de l'État islamique, et insiste sur la démocratisation de l'État. Ils ont des partisans parmi les technocrates de la classe moyenne et dans le secteur privé. Bien qu'ils n'aient pas de poids politique important dans la société pendant les deux Républiques, ils vont jouer un rôle un peu plus important dans le cours des événements à partir de la Troisième République.

²⁷. Hooshang AMIRAHMADI (1995), « Introduction à la société civile en Iran », *Iran Nameh*, no. 1-2, p. 79-106. [En persan]

²⁸. Mouvement de libération de l'Iran (1990), *Vélayat-é motlaghe-é faqih* [La gouvernance absolue du juriste islamique], Téhéran.

L'ÉTAT ET LES RELATIONS INTERNATIONALES : LA DÉTENTE

La Deuxième République annonce le commencement d'une nouvelle ère en Iran. L'application d'une nouvelle politique extérieure constitue une composante importante de cette nouvelle phase de la révolution islamique.²⁹ Cependant, ce changement peut être expliqué par plusieurs éléments qui marquent le début d'un nouvel ordre politique et économique au pays. Premièrement, il y a la fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Deuxièmement, le décès de l'ayatollah Khomeyni, en 1989, a des conséquences importantes à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le troisième élément est le changement crucial dans l'équilibre du pouvoir entre les factions politique. Quatrièmement, tous ces changements coïncident avec le bouleversement de la structure politique internationale occasionné par la chute de la puissance soviétique. Cinquièmement, la crise économique oblige l'État de prendre en considération les forces de compétition globale et d'améliorer la place économique du pays dans l'économie mondiale. Ces changements conjoncturels et structurels affectent toutes les politiques de l'État islamique, notamment sa politique internationale.

La reconstruction économique avant tout

Une décennie de révolution et de guerre a affaibli l'infrastructure économique du pays. D'ailleurs, c'est la crise économique qui, en grande partie, aura forcé l'État à accepter la résolution 598 de l'ONU et à mettre fin à la guerre. La reconstruction du pays après une longue guerre devient une tâche urgente et difficile. Le rétablissement de l'économie devient alors la première priorité de l'État. Malgré l'existence d'un consensus sur la nécessité de la reconstruction, l'enjeu principal dans les disputes entre les factions politiques est le choix de la stratégie de reconstruction et le rôle que devront jouer les pays étrangers dans le processus de reconstruction.³⁰ La gauche radicale, alors dominante au parlement et au gouvernement, prescrit une stratégie introvertie de reconstruction semblable à la stratégie appliquée pendant la Première République. Cette stratégie est essentiellement basée sur les ressources internes qui doivent conduire le pays à l'autosuffisance et à l'indépendance. La participation active des gouvernements étrangers, des compagnies multinationales et des institutions financières internationales est découragée, car elle crée dépendance et inégalité.

²⁹. Hooshang AMIRAHMADI (1997), «Iranian Foreign Policy in the Postwar Era », dans Farhang RAJAEI (ed.), *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, Gainesville : University Press of Florida, p.133-150.

³⁰. Hooshang AMIRAHMADI (1990), "Economic Reconstruction of Iran: Costing the War Damage." *Third World Quarterly*, vol.12, no.1, january 1990, p. 26-47.

Par contre, les pragmatistes et certains groupes conservateurs préconisent une stratégie d'ouverture, voire la participation active des étrangers dans le processus de reconstruction. Selon eux, le pays a besoin des experts et des ressources extérieures pour ranimer rapidement l'économie en crise. Le recours aux pays étrangers et aux compagnies multinationales ainsi qu'aux institutions financières internationales est encouragé. Cette stratégie est très différente de celle choisie pendant la Première République.

L'application de la nouvelle stratégie de reconstruction commence après le changement dans l'équilibre du pouvoir entre les factions politiques de l'État islamique. La première phase du changement s'est produite après la prise du pouvoir exécutif par la faction pragmatiste modérée en 1989. Le nouveau président, renforcé après la révision de la Constitution, annonce que la reconstruction économique constitue la première priorité de son gouvernement. L'application de cette stratégie engendre un conflit entre les deux factions sur la continuité ou le changement de la politique internationale appliquée pendant la Première République. La faction de la gauche radicale, qui domine seulement le pouvoir législatif, tente de poursuivre les principes de la politique internationale de l'État islamique proclamés pendant la Première République. Par contre, les pragmatistes insistent sur le fait que la reconstruction fondamentale promise par les élites de la révolution pendant une décennie est retardée à cause de la situation défavorable de l'Iran sur la scène internationale. Le retour de l'Iran au sein du système international est donc une condition préalable pour la politique de reconstruction. L'enjeu principal dans les disputes entre les factions porte donc sur la continuité ou le changement dans les principes de la politique internationale du pays.

Le conflit entre la continuité et le changement de la politique extérieure se termine avec la domination des partisans du changement. Le nouveau gouvernement tente de repousser les anciens principes de la politique extérieure au second plan. Des principes comme le rejet de l'ordre mondial, la lutte permanente contre les oppresseurs mondiaux (*Mostakberin*), la défense de tous les déshérités (*Mostazafin*), la défense de l'Islam et des musulmans et surtout l'exportation de la Révolution islamique doivent être ajustés aux nouvelles priorités comme l'intérêt national et surtout la reconstruction économique.³¹ C'est ainsi que les dirigeants islamiques s'éloignent graduellement du projet révolutionnaire panislamisme au profit de la stabilité régionale et de l'intérêt national.

Cette transformation de la politique étrangère ne signifie pas une rupture totale, comme certains analystes le prétendent³², avec les principes idéologiques de la Première République. En réalité, la grande caractéristique de la politique extérieure pendant la

³¹ Shireen HUNTER (1992), *Iran after Khomeini*, Published by the Center for Strategic and International Studies Washington, D. C., p. 92-100.

³² Olivier ROY et autres (1993), *Sous le turban, la couronne : la politique extérieure*, dans *Thermidor in Iran*, Bruxelles, Editions Complexe, p. 109-110.

Deuxième République est le manque de consensus et la divergence de vision parmi les factions au sein de l'État. Puisque la structure décisionnelle est multiple, cette divergence conduit l'État à appliquer des politiques moins cohérentes et parfois contradictoires dans ses relations avec le monde.³³ En fait, la politique internationale iranienne durant vont, parfois, dans des directions opposées. La Première République accorde la priorité à la relation avec les groupes révolutionnaires islamistes dans le monde et ensuite avec les États. Mais la Deuxième République accorde la priorité à la relation entre les États sans oublier d'entretenir des relations avec les groupes islamiques.

Les relations extérieures

Le changement important dans les priorités politiques de l'État nécessite l'ouverture extérieure et facilite la politique de rapprochement avec les pays considérés auparavant comme des ennemis. L'objectif de la nouvelle politique internationale est de mettre fin à l'isolement international de l'Iran. Après en avoir pris l'initiative dans le domaine de la politique économique, le gouvernement pragmatiste cherche à suivre la politique de détente afin de diminuer la tension dans ses relations étrangères. Dans certains cas, cette politique de détente est suivie de celle de la réconciliation et du rapprochement avec les pays occidentaux.

La normalisation des relations avec les États-Unis, considérés comme l'ennemi numéro un (le Grand Satan), semble loin d'être envisageable. Cependant, les deux pays tentent de diminuer la tension dans leurs relations réciproques.³⁴ Certains dirigeants proposent à l'État d'accepter de négocier avec les Américains afin d'améliorer leurs relations mutuelles. Le vice-président, Mohajerani, va casser le tabou des négociations avec les États-Unis et argumenter que ces négociations sont dans l'intérêt de la révolution.³⁵ Cette nouvelle politique extérieure basée sur l'intérêt national et le principe de la *realpolitik* s'applique durant la guerre entre l'Irak et le Koweït.³⁶ La position de l'État face à cette crise indique un tournant dans la politique internationale du pays qui vise la détente avec l'Ouest. L'Iran est le premier pays de la région qui condamne l'occupation du Koweït et annonce son soutien à la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies.³⁷ Le pays soutient le gouvernement koweïtien en exil et accepte ouvertement les réfugiés koweïtiens. Cette position est perçue comme un signe d'éloignements des idéaux islamiques qui a suivi par

³³ Shahram CHUBIN (1993), *Iran's national security policy : intentions, capabilities, and impact*, Washington, D.C. : Carnegie Endowment for International Peace, p. 65-66.

³⁴ *New York Times*, 21 janvier 1989, p. 10.

³⁵ *Ettela'at*, 26 avril 1990.

³⁶ Shireen HUNTER (1992), *op. cit.*, p. 126-138.

³⁷ Nader ENTESSAR (1994), «Realpolitik and Transformation of Iran's Foreign Policy : Coping with the 'Iran Syndrome' », dans Hamid ZANGENEH (ed.), *Islam, Iran, and World Stability*, New York : St. Martin's Press, p. 145-166.

l'applaudissement des forces alliées. Malgré tout, la nouvelle politique régionale de l'administration de Clinton est annoncée en 1993 et qualifiée de «double endiguement».³⁸ L'embargo américain envers la République islamique entre dans sa nouvelle phase d'expansion mondiale avec la ratification de la loi D'Amato.³⁹

Si les relations entre l'Iran et les États-Unis ne progressent pas durant la Deuxième République, la normalisation des relations entre l'Iran et les pays européens, ainsi qu'avec le Japon, connaît une avancée considérable.⁴⁰ Les dirigeants présentent la politique du «dialogue critique» comme une alternative à la politique américaine de «double endiguement.» La Communauté européenne peut ainsi activement participer au processus de reconstruction et de développement économique, l'objectif principal du gouvernement durant la Deuxième République.⁴¹ L'Allemagne est toujours, même pendant la Première République, le premier partenaire commercial de la Communauté européenne, comme le Japon l'est parmi les pays asiatiques. Avec le programme de crédit garanti, les compagnies allemandes font des ventes et des investissements pour une valeur de 10 \$ milliards.⁴² La valeur des échanges commerciaux avec la Grande Bretagne est passée à un milliard de dollars en 1992 et s'est accrue durant les années 1990-1993 avec la France et l'Italie.

Les efforts de normalisation entrepris par le gouvernement Rafsanjani ont particulièrement affecté la politique régionale de la République islamique. En concordance avec ces changements, l'Iran cherche à rétablir ses relations avec les pays arabes de la région, car la coopération avec les pays arabes du Golfe persique est indispensable pour son développement économique. Cette coopération crée une solidarité parmi les pays exportateurs du pétrole membres de l'OPEP afin d'augmenter le coût du pétrole.⁴³

Ces changements, ayant lieu au début de la Deuxième République, laissent le facteur «système international» jouer un rôle important dans le choix de la stratégie de développement économique. Afin de sauver l'économie en crise, le gouvernement se dirige vers les ressources internationales. Contrairement à la Première République, il envisage d'incorporer l'économie iranienne dans l'économie globale. Cependant, les grands acteurs

³⁸ *Ibid.*, p. 5-32 ; Harvey SICHERMAN (1997), «The Strange Death of Dual Containment», *Orbis*, spring 1997, p. 223-240.

³⁹ Lewis JOHNSON (1996), «Transactions Program Under U.S. Regulation», *Middle East Executive Reports*, vol. 19, no. 5, may 1996 ; «Sanction», *The Middle East Economic Digest [MEED]*, vol. 40, 9 august 1996.

⁴⁰ Fred Halliday (1994), «An Elusive Normalization: Western Europe and the Iranian Revolution», *The Middle East Journal*, vol. 48, p. 309-26, spring 1994.

⁴¹ Shahrām CHUBIN (1993), *op. cit.*, p. 65-66.

⁴² Antony PARSONS (1995), «Iran and the Western Europ», dans R.K. RAMAZANI (1995), *Iran's Revolution : The Search for Consensus*, Bloomington : Indiana University Press ; Washington, D.C. : Published in association with the Middle East Institute, p. 73.

⁴³ Hooshang AMIRAHMADI (1994), *Iran and the Persian Gulf: Strategic Issues and Outlook*, dans Hamid ZANGENEH (ed.) (1994), *Islam, Iran, and World Stability*, New York : St. Martin's Press, p. 103.

de l'économie globale, comme la Banque Mondiale et le FMI, exigent de l'État islamique qu'il applique des politiques économiques plus ouvertes. Ainsi, les changements dans les relations entre l'État islamique et le système international ont coïncidé avec ceux dans la stratégie de développement économique.

LA NOUVELLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT : STRATÉGIE LIBÉRALE

Ces changements dans l'État, dans ses relations avec le monde extérieur ainsi qu'avec la société civile ont entraîné d'autres changements dans les stratégies de développement. Non seulement la réalité socio-économique du pays à la fin de la Première République, mais également le changement important dans l'environnement politique et économique international poussent l'État iranien à changer radicalement sa stratégie de développement. S'inspirant des leçons des événements qui se déroulaient dans les pays du bloc de l'Est et sous la pression des institutions économiques internationales, le pays favorise l'application d'une stratégie libérale de développement.

Nous entendons par stratégie libérale, l'application de politiques de stabilisation économique⁴⁴ et de programmes d'ajustement structurel, tels que préconisés par les bailleurs de fonds internationaux pour les pays en développement. Il faut rappeler que pendant la Première République, l'Iran a refusé de coopérer avec les organisations économiques internationales, comme le FMI et la Banque mondiale, considérés comme des agents des pays impérialistes. Dans cette nouvelle ère, le pays a besoin des capitaux internationaux pour favoriser la reconstruction et le développement économique rapide. Pour ramener l'économie sur les rails, le gouvernement a donc commencé un dialogue avec le FMI et la Banque Mondiale afin de susciter leur coopération. Ces derniers exigent à leur tour des réformes économiques complètes.⁴⁵

Contrairement à la Première République, le gouvernement pragmatiste prescrit une nouvelle stratégie basée sur le "d'abord la croissance, ensuite la redistribution". Sans l'augmentation de la production nationale, la redistribution sera équivalente à la redistribution de la pauvreté.

⁴⁴ Par exemple : Max CORDEN (1989), *Macroeconomic Adjustment in Developing Countries*, The World Bank Research Observer, vol. 4, no. 1, janvier 1989; M. S. KHAN (1987), *Macroeconomic Adjustment in Developing Countries*, The World Bank Research Observer, vol. 2, no. 1, janvier 1987; M. GOLDSTEIN et P. Montiel, *Evaluating Funs Stabilisation Programs with Multicountry Data*, IMF Staff Papers, vol. 33 ; A. DEAN et V. KORDMZAY (1987), "Déséquilibres des balances courantes et mécanismes d'ajustement", *Revue économique de l'OCDE*, 8, printemps 1987, p. 7-36.

⁴⁵ Akbar KARBASSIAN (2000), « Islamic Revolution and the Management of the Iranian Economy », *Social Research*, New York, Summer 2000; L. HADDAD (1994), "Open Door Policy and the Industrialization of Iran", *Journal of Contemporary Asia*, vol. 24, no. 1, p. 81-94; Y. H. FARZIN (1995), « Foreign Exchange Reform in Iran: Badly Designed, Badly Managed », *World Development*, vol. 23, no. 6, p. 987-1001.

Cette nouvelle stratégie de développement appliquée durant la Deuxième République contient un ensemble d'éléments interreliés dont les composantes importantes sont les suivantes : 1) Des politiques monétaires et fiscales; 2) Une déréglementation des prix; 3) La réforme de taux de change; 4) Les privatisations; 5) La libéralisation des échanges; 6) L'investissement étranger et; 7) L'industrialisation. Ces éléments de réforme économique sont introduits dans le premier et deuxième plan de développement (1989-1999).

LES POLITIQUES PÉTROLIÈRES

Étant donné l'importance vitale du pétrole pour l'économie iranienne, le gouvernement Rafsanjani accorde la première priorité à la reconstruction et au développement de l'industrie pétrolière.⁴⁶ La réussite du plan de reconstruction et de réformes économiques dépend en grande partie des devises étrangères acquises par l'exportation pétrolière. Le gouvernement continue inévitablement à appliquer la politique de l'augmentation des exportations du pétrole par tous les moyens.⁴⁷ La capacité totale de cette production, qui a été rétablie à environ 2,8 millions de barils par jour en 1989, doit être portée à 4,5 millions au cours des cinq années suivantes. Le gouvernement propose divers plans qui visent à augmenter graduellement le niveau de production de 3,5 millions b/j en 1991 à 4 millions b/j en 1993, puis à 4,5 millions b/j en 1994.⁴⁸

Cependant, la réalisation des projets de relance de la production pétrolière est extrêmement difficile sans la participation active des compagnies étrangères. La question de la collaboration technique et financière celles-ci, interdite pendant la Première République, a de nouveau été soulevée. Malgré plusieurs obstacles légaux et politiques, le gouvernement se trouve dans l'obligation de faire appel aux entreprises étrangères pour le développement de cette industrie. En 1991, les compagnies occidentales, y compris américaines, sont invitées à investir dans l'exploration et le développement des puits de gaz et de pétrole iraniens dans le Golfe persique (*offshore*).⁴⁹ Plusieurs compagnies de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, des États-Unis ainsi que du Japon ont favorablement répondu aux appels du gouvernement iranien. Les nouvelles politiques pétrolières augmentent de façon significative la production du pétrole. La production du pétrole a constamment augmenté de 2,5 millions b/j en 1988 à 3,3 millions b/j en 1991 et à 3,5 en 1992 et 1993.⁵⁰

En plus de prendre des mesures concrètes afin d'augmenter la capacité de la production pétrolière, le gouvernement tente également de convaincre les membres de l'OPEP d'augmenter le prix du pétrole. L'Iran a tiré des leçons de l'échec de ses politiques

⁴⁶ Jahangir AMUZEGAR (1993), *Iran's Economy Under the Islamic Republic*, I.B. Tauris & Co Ltd Publishers, New York, p. 229-265.

⁴⁷ Cyrus BINA (1992), « Global oil and the Oil Policies of the Islamic Republic », dans Cyrus BINA and Hamid ZANGENEH (eds.) (1992), *Modern Capitalism and Islamic Ideology in Iran*, New York : St. Martin's Press.

⁴⁸ Djavad SALEHI-ISFAHANI (1995), "Le pétrole et le gaz après la révolution", *Iran Nameh*, vol. 13, no. 1-2, p. 163-188 [En persan].

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ The Energy Information Administration (EIA), *Official Energy Statistics from the U.S. Government*, U.S. Department of Energy; Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1989-1998.

au sein de l'OPEP pendant la Première République.⁵¹ Conformément aux nouvelles politiques étrangères basées sur la détente, l'Iran tente de remplacer la confrontation parmi les membres de l'OPEP par la coopération et la solidarité. Le gouvernement pragmatiste applique une politique de réconciliation avec les pays arabes du Golfe persique, y compris l'Arabie saoudite et l'Irak afin de protéger entre autres les intérêts de l'Iran au sein de l'OPEP.

Cependant, la croissance du secteur pétrolier fait face à de nouveaux obstacles créés, à partir de 1995, par les conflits politiques entre l'Iran et les États-Unis. En mai 1995, le président Clinton a légiféré un embargo total sur le commerce et l'investissement avec l'Iran.⁵² Cet embargo vise particulièrement le secteur pétrolier. Les États-Unis tentent d'interdire à tous les pays d'investir dans le secteur pétrolier iranien. Cet embargo a failli neutraliser tous les efforts du gouvernement Rafsanjani afin d'attirer les investissements étrangers pour relancer ce secteur vital. À la suite des menaces du gouvernement américain, la plupart des compagnies étrangères ont révisé leurs accords avec l'Iran.⁵³

⁵¹ Djavad SALEHI-ISFAHANI (1995), *op. cit.*

⁵² "Iran Fighting US Sanctions," *MEED* 40, no. 4, 26 January 1996.

⁵³ Jahangir AMUZEGAR (1977), *Iran : An Economic Profile*, Washington : Middle East Institute.

LES POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET LE DÉFICIT ZÉRO

Le déficit budgétaire atteint 50 % du budget de 1988/89. Avec une augmentation de 45 % des revenus, le gouvernement est capable de diminuer le déficit de moitié. La principale source de revenus est toujours les exportations pétrolières. La dépendance directe et indirecte sur les revenus du pétrole et du gaz est de l'ordre de 80 % des revenus totaux du gouvernement. La croissance des revenus et la diminution du déficit budgétaire sont réalisées grâce à l'accélération de la vente des devises pétrolières au taux du libre-marché. L'augmentation des revenus a également été réalisée grâce aux politiques de rationalisation du prix des biens et des services publics. Les revenus provenant des taxes ont également augmenté de 4,4 % du PNB en 1988/89 à 4,7 % en 1990/91 puis à 6 % en 1991/92.⁵⁴

Le projet du budget de 1993 effectue des changements importants. Conformément au premier plan, du moins sur papier, ce budget ne permet pas au gouvernement d'emprunter auprès de la Banque centrale à cause du déficit zéro. À la suite de l'unification de taux de change en 1993 et l'augmentation des revenus, les dépenses du gouvernement ont également augmenté. Celles du développement ont doublé en termes réels en 1993. Les dépenses courantes ont augmenté de 40 %.⁵⁵ Grâce à l'augmentation des revenus, le gouvernement a mis de l'avant plusieurs projets de développement qui n'ont jamais été complétés.

⁵⁴ Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 85-104.

⁵⁵ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1989-2000.

LA RATIONALISATION ET LA DÉRÉGLEMENTATION DES PRIX

L'élément important de la nouvelle stratégie consiste en des réformes au niveau microéconomique. L'objectif est de rationaliser l'allocation des ressources par l'installation d'un système de prix contrôlés par le marché. Cette politique vise précisément à régler les déséquilibres économiques et diriger les ressources économiques vers les secteurs productifs. Elle vise également à diminuer la corruption dans l'appareil de l'État causée par la distorsion des prix.⁵⁶ Elle peut également contribuer à atteindre objectif important des réformes : l'élimination du déficit budgétaire.⁵⁷

La rationalisation des prix comprend également la libéralisation graduelle du prix des biens et des services. À partir de 1990, la politique étagée (ou *zigzag*) du gouvernement pour la déréglementation des prix a été adoptée. Elle a graduellement réduit le nombre de biens couverts par le système de rationnement. Le contrôle sur les prix de plusieurs biens essentiels et tous les biens non essentiels a été enlevé. Le changement de politique d'allocation de changes est une autre mesure pour libérer les prix. Le gouvernement alloue de changes au prix flottant aux importateurs de plusieurs biens et services et réduit le contrôle sur certains biens essentiels importés. Le gouvernement lui-même augmente constamment le prix de ses biens et services comme le gaz, le téléphone, le transport, etc. La libéralisation du marché s'est accélérée en 1993/94. Les prix du téléphone, du gaz naturel, de la poste, de l'électricité et des transports ont considérablement augmenté, certains de plus de 100 %. L'indice des prix en gros a augmenté de 100 en 1990 à 604 en 1996.⁵⁸

⁵⁶ Masood Nily (1997), "L'analyse des politiques d'ajustement structurel", dans Masood NILY (eds.), *L'économie de l'Iran* [En persan], l'Organisation du plan et du budget, Téhéran, p. 357-444.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Sohrab BEHDAD (2000), « From Populism to Economic Liberalism : The Iranian Predicament », dans Parvin ALIZADEH (ed.), *The Economy of Iran : Dilemmas of an Islamic State*, London, New York : I.B. Tauris, New York : Distributed by St Martins Press, p. 124.

LA RÉFORME DU TAUX DE CHANGE

L'ingrédient le plus important de la nouvelle stratégie de développement est la réforme du système de taux de change.⁵⁹ Jusqu'en 1990, un système de taux de change multiple à douze taux différents était en place.⁶⁰ Le taux officiel, qui est le moins cher, 9,23 rials pour 1 DTS (devise utilisée par le FMI), s'applique essentiellement pour les importations des biens fondamentaux et militaires. Après la révolution, l'écart entre le taux officiel et le marché libre s'est intensifié et multiplié par vingt.⁶¹ La nouvelle stratégie de développement exige la stabilité de la monnaie nationale, sa convertibilité et l'introduction d'un système à un seul taux de change.

Dans la première étape en 1991, l'ancien système de douze taux est remplacé par l'instauration d'un système à triple taux : 1) le taux officiel qui est appliqué aux importations de seize biens essentiels, des biens pour des projets de développement et des importations militaires,⁶² 2) le taux compétitif s'applique aux importations de la plupart des matières premières, des biens intermédiaires et des biens de consommation avec une licence offerte par le gouvernement, 3) Le taux flottant est le plus près du taux libre-marché qui s'applique aux autres importations non incluses dans les deux premières catégories.⁶³ Il semble que l'approche visant à une dévaluation graduelle l'ait emporté sur l'approche d'une dévaluation rapide.⁶⁴ Étant donné l'écart important entre le taux officiel et celui du libre-marché, le choc thérapie est considéré inapproprié par le gouvernement. En 1992, le gouvernement a effectué une dévaluation majeure de 61 % de la monnaie nationale (rial). Le taux officiel couvre encore 60 % des importations, le taux flottant couvre de 10 % à 15 % et le taux compétitif couvre le reste. Pour préparer l'application du système à taux unique, ces pourcentages ont graduellement changé en faveur de taux compétitif et flotté jusqu'à 1993.⁶⁵ La dernière étape qui mène à l'unification du système de change est prise en mars 1993. Après une dévaluation de 95,6 % du rial, le gouvernement annonce l'établissement d'un système de taux de change unique. Ce taux unique officiel est fixé à 1 538 rials pour un

⁵⁹ Sazeman-e Barnameh va Budjeh [l'Organisation du Plan et du budget] (1989), *op.cit.*; Hamid HOSSEINI (1994), *op. cit.*.

⁶⁰ Sur le système de taux de change iranien: IMF (1992), *Exchange Arrangements and Exchange Restrictions Annual Report 1992*, Washington: International Monetary Fund, 1992.

⁶¹ Pesaran, M. A. (1992), « Iranian Foreign Exchange Policy and the Black Market for Dollars », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 24.

⁶² Y. H. FARZIN (1995), *op. cit.*; Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 140-174.

⁶³ Ali SAEIDI (2001), « Charismatic Political Authority and Populist Economics in Post-revolutionary Iran », *Third World Quarterly*, vol 22, no 2, p 219-236, 2001; Y. H. FARZIN (1995), *op. cit.*

⁶⁴ M. A. PESARAN (1992), *op. cit.*

⁶⁵ Y. H. FARZIN (1995), *op. cit.*; M. A. PESARAN (1992), *op. cit.*

dollar, comparé à 786,3 rials pour un dollar avant mars 1993. En avril 1993, le gouvernement a annoncé la convertibilité complète du rial au taux de 1 648 rials pour un dollar.⁶⁶

Étant donné la situation économique défavorable en 1993, la politique d'unification des taux n'avait pas beaucoup de chance de succès.⁶⁷ D'une part, la croissance considérable des importations entre 1991 à 1992, 65 \$ milliards, annonce une grande demande pour les importations en 1993, estimées à 30 \$ milliards. D'autre part, l'Iran se retrouve en 1993 avec une dette de 30 \$ milliards dont plus de 9 ont une en mars 1993. De plus, les revenus de devises étrangères ont diminué en 1992. Tous ces éléments entraînent un déficit important de la balance des paiements en 1993.⁶⁸ Incapable de stabiliser le taux de change et d'empêcher la dévaluation excessive de la monnaie nationale, le gouvernement abandonne la politique du taux de change unique.⁶⁹ À partir de 1994, le système du taux de change multiple est encore une fois rétabli.⁷⁰ Au moins trois taux de change sont introduits pour différent type de transaction. En 1994, le taux du libre-marché atteint 50 % de plus que le taux officiel, soit 2 680 rials pour un dollar.⁷¹ Pendant la période de 1995 à 1998, la valeur de rial a diminué plus de 50 % pour atteindre plus de 8 000 rials pour un dollar au marché libre.⁷²

⁶⁶ L. HADDAD (1994), *op. cit.*; Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 167.

⁶⁷ Y. H. FARZIN (1995), *op. cit.*; Massoud KARSHENAS & M. Hashem PESARAN (1995), "Economic Reform and the Reconstruction of the Iranian Economy", *Middle East Journal*, vol. 49, no. 1, winter 1995, p. 89-111.

⁶⁸ Y. H. FARZIN.(1995), *op. cit.*

⁶⁹ Hassan HAKIMIAN and Massoud KARSHENAS (2000), « Dilemmas and Prospects for Economic Reform and Reconstruction in Iran », dans Parvin ALIZADEH (ed.)(2000), *The Economy of Iran : Dilemmas of an Islamic State*, London ; New York : I.B. Tauris ; New York : Distributed by St Martins Press, p. 51-57.

⁷⁰ Massoud KARSHENAS & M. Hashem PESARAN (1995), *op. cit.*; Ali SAEIDI (2001), *op. cit.*

⁷¹ B. BAKTIARI (1996), *Parliamentary Politics in Revolutionary Iran: The Institutionalisation of Factional Politics*, Gainesville, FL: University Press of Florida, p 228.

⁷² Sohrab BEHDAD (2000), *op. cit.*

LES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION

Les politiques de réforme économique ont été accompagnées de réformes industrielles ainsi que d'une stratégie d'industrialisation appropriée. Ces réformes comprennent plusieurs composantes importantes :

La nouvelle stratégie d'industrialisation

L'expérience de la stratégie ISI durant les dernières décennies n'a pas donné les résultats désirés, soit la réduction de la dépendance sur le pétrole.⁷³ Comme nous l'avons indiqué, ce sont les revenus pétroliers qui permettent aux industries de survivre sur une longue période.⁷⁴ Le taux moyen de la croissance du secteur manufacturier a chuté de 12 % entre 1965 et 1977 à 1 % entre 1977 et 1990. C'est la raison pour laquelle le plan qualifie la structure de l'industrie comme "sous-développée".

La nouvelle stratégie poursuit certaines politiques de substitution des importations en mettant l'accent sur les politiques d'exportation. Selon le premier plan, la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée dans l'industrie doit atteindre 14,2 % à la fin de la période. La croissance de l'industrie des biens capitaux, des biens intermédiaires, et de biens de consommation doit atteindre 24 %, 20 %, et 4,2 % respectivement.⁷⁵ La nécessité de changer la structure de l'économie pétrolière oblige le gouvernement à adopter des politiques d'encouragement des exportations non pétrolières. Afin de renforcer le pouvoir compétitif de l'industrie, de nouvelles politiques d'industrialisation plus ouvertes visent à exposer graduellement les industries protégées à la concurrence internationale.⁷⁶ Le gouvernement exige que les entreprises deviennent plus compétitives et produisent des biens et des services plus acceptables sur le marché mondial.⁷⁷

La première priorité de développement industriel porte sur le secteur pétrolier jugé vital pour l'ensemble de l'économie. La seconde priorité est accordée à la reconstruction et

⁷³ Hassan HAKIMIAN and Massoud KARSHENAS (1999), "Oil and Economic Development in Iran since the Revolution", Department of Economics, SOAS, University of London.

⁷⁴ Hashem PESARAN (1982), "The System of Dependant Capitalism in Pre- and Post- Revolutionary Iran", *International Journal of Middle East Studies*, 14, p. 501-522; Massoud KARSHENAS (1990), *Oil, State and Industrialization in Iran*, Cambridge University Press.

⁷⁵ Sazeman-e Barnameh va Budjeh [l'Organisation du Plan et du budget] (1989), *op. cit.*

⁷⁶ Hassan HAKIMIAN and Massoud KARSHENAS (1999), *op. cit.*; Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 195-228.

⁷⁷ *Ibid.*

au développement de l'industrie manufacturière.⁷⁸ Nous envisageons à développer les secteurs dans lesquels l'Iran jouit d'un avantage compétitif, comme le pétrole, le gaz et la pétrochimie. Le gouvernement tente d'augmenter la production annuelle des produits pétrochimiques de trois millions tonnes métriques en 1990 à huit millions en 1995. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement envisage de développer plusieurs complexes pétrochimiques. Ils envisageaient de créer un large complexe pétrochimique à Tabriz et d'autres à Mashhad et au nord de l'Iran, de compléter le complexe d'Arak ainsi que de réparer le complexe de Bandar Imam Khomeyni. Les productions pétrochimiques ont augmenté de 880 000 tonnes en 1989 à 5,5 millions en 1993. En 1996, les exportations des produits pétrochimiques sont devenues la plus grande source de revenus en devises étrangères parmi les exportations non pétrolières.⁷⁹

L'expansion et le développement de l'industrie minière et de l'industrie lourde sont une autre priorité des nouvelles politiques.⁸⁰ Le gouvernement envisage l'expansion et le développement de plusieurs usines importantes dans cette industrie industrialisante, comme le complexe d'aciérie d'Ahvaz, le complexe Mobarakeh en Isfahan et l'aciérie d'Isfahan. Plusieurs pays étrangers participent activement aux projets d'expansion et de développement de l'industrie sidérurgique, dont la Russie, l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Le gouvernement tente également d'augmenter la production minière en réalisant plusieurs projets d'exploitation.⁸¹ Par exemple, la capacité de l'usine d'aluminium d'Arak augmentera et une nouvelle usine sera construite. La capacité de production du complexe de cuivre de Sarcheshmeh devrait augmenter à 145 000 tonnes et une nouvelle usine de cuivre sera construite.

La libéralisation et l'ouverture

La nouvelle politique de libéralisation est appliquée dès 1990. Les politiques traitant du commerce extérieur mettent les industries au défi d'être compétitives avec des produits étrangers. En 1990, le gouvernement a soustrait la restriction quantitative sur l'importation et l'exportation des produits manufacturés non essentiels. En 1991, le gouvernement a aboli toutes les restrictions quantitatives à l'importation.⁸² Mais la quantité d'importations dépend, de toute façon, des revenus pétroliers. Avec la libéralisation des importations en 1990, les industries se dépêchent à importer massivement des matières premières et des capitaux.

⁷⁸ Bank Markazi Jomhuri ye Eslami ye Iran [Banque Centrale de l'Iran], *Hesabha ye Mellî ye Iran 1338-1379* [Comptes Nationaux de l'Iran, 1959-2000], Département de comptes nationaux, 2002.

⁷⁹ EIU *Country Profile, Iran, 1999-2000*, London: The Economist Intelligence Unit, p. 27.

⁸⁰ Sazeman-e Barnameh va Budjeh [l'Organisation du plan et du budget] (1989), *op.cit.*

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 195-228 et 146-148.

Le gouvernement a réduit les subventions accordées aux entreprises industrielles. La politique du taux de change unique a réduit les occasions d'activités spéculatives chez les entreprises. Le gouvernement alloue aux entreprises des devises étrangères à taux flottant pour importer des biens intermédiaires et des matières premières.

La privatisation

L'un des éléments micro-économiques importants dans les programmes d'ajustement est le rôle attribué au secteur privé.⁸³ Pendant la Première République, le secteur public jouait un rôle dominant et déterminant surtout dans le domaine industriel.⁸⁴ Même en 1992, 93 % des usines industrielles, 79 % des emplois industriels et 80 % de la valeur ajoutée en manufacturier sont attribués au ministère de l'Industrie, responsable de 10 % du PIB.

Afin d'accroître l'efficacité et d'accélérer la croissance, le gouvernement pragmatiste tente d'accorder un rôle plus important au secteur privé.⁸⁵ Ce dernier est désormais considéré comme un élément moteur dans le processus d'industrialisation.⁸⁶ La politique de privatisation s'est amorcée à partir de 1990.⁸⁷ La « Commission Économique du Cabinet » supervise l'application des lois sur la privatisation.⁸⁸ Quelques 770 compagnies d'État ont été évaluées afin de déterminer leur possibilité de privatisation.⁸⁹ Ces entreprises sont classifiées en trois groupes dont 400 sont désignées pour être privatisées. La propriété et la gestion des industries non-stratégiques sont graduellement transférées au secteur privé.

Plusieurs méthodes sont appliquées afin de favoriser/ permettre la privatisation des entreprises d'État.⁹⁰ Premièrement, des compagnies d'État doivent simplement être vendues

⁸³ S. H. HANKE (ed.) (1987), *Prospects for Privatisation*, New York, The Academy of Political Science; Paul COOK and Colin KIRKPATRICK (1988) (eds.), *Privatization in Less Developed Countries*, New York: St. Martin's Press; Gray COWAN (1990), *Privatization in the Developing World*, New York: Greenwood Press; Iliya HARIK and Denis SULLIVAN (1992) (eds.), *Privatization and liberalization in the Middle East* Bloomington. Ind.: Indiana University Press.

⁸⁴ Ali RASHIDI (1994), «De-privatisation Process of the Iranian Economy after the Revolution of 1979», dans Thierry COVILLE (ed.), *L'Économie de l'Iran islamique, entre l'État et le marché*, Institut français de recherche en Iran, 1994, p. 37-68.

⁸⁵ Bijan KHAJEHPUR (2000), «Domestic Political Reforms and Private Sector Activity in Iran», *Social Research*, v 67, no. 2, Summer 2000, p. 577-98.

⁸⁶ Hossein AKHAVI-POUR (1994) « Privatization in Iran : Analysis of the process and methods », dans Hamid ZANGENEH (1994), *op. cit.*

⁸⁷ Ali FARAZMAND (2001), « Privatization and Public Enterprise Reform in Post-revolutionary Iran », dans Ali FARAZMAND (ed.), *Privatization or Public Enterprise Reform? : International Case Studies with Implications for Public Management*, Westport, Conn. ; London : Greenwood Press.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Hasan KHOSHPOUR (1997), *op. cit.*, p. 465-471.

⁹⁰ Le président Rafsanjani indique que «pour plus de croissance économique en Iran, le gouvernement iranien a constamment essayé d'augmenter l'efficacité des entreprises manufacturières, de réduire les obstacles auxquels sont confrontés les entrepreneurs, de faciliter le commerce, de souligner et préconiser la croissance du secteur

au secteur privé. La méthode du *Mozayede* ou *mozakere* (offres contractées) consiste à chercher des acheteurs expérimentés en gestion désirant acheter plus de 50 % d'une compagnie. Par cette méthode, certaines entreprises industrielles sont retournées à leurs propriétaires d'origine. Les anciens entrepreneurs, qui s'étaient enfuis du pays à la suite de la révolution, sont invités à retourner au pays et à réclamer leurs propriétés en passant par le système judiciaire. Jusqu'à 1991, 206 entreprises sont rendues ainsi à leurs anciens propriétaires. Deuxièmement, la vente des actions des compagnies d'État au marché boursier de Téhéran (TSE)(*Tehran Stock Exchange*) est la méthode préférée par le Conseil des ministres.⁹¹ Selon les règlements, 33 % des actions des compagnies doivent être vendues aux employés de ces compagnies. Les 67 % restants sont offerts à la Bourse de Téhéran (TSE).⁹² Entre 1989 et 1993, les organisations le plus actives dans la privatisation sont le NIIO, la Banque de l'industrie et de Mines, et l'Organisation pour l'innovation et le développement industriel. Cependant, les investisseurs étrangers ne peuvent pas acheter plus de 25 % des actions d'une compagnie.

La tendance à la privatisation s'est renversée à partir de 1992. Le marché boursier n'attirait plus des investisseurs. En pratique, il n'y avait pas de secteur privé actif intéressé à investir à moyen et à long terme.⁹³ Les groupes visés par la loi de privatisation s'inscrivent majoritairement dans la classe moyenne de la société. Après 1992, le secteur public a transformé sa position de vendeur d'actions en celle d'acheteur. Les seuls acheteurs sont alors les banques publiques et leurs sociétés d'investissement ainsi que les grandes fondations contrôlées par l'État, ce qui est contre l'objectif de la privatisation et en menace le processus.⁹⁴

Malgré les tentatives de privatisation, le rôle du secteur public et des entreprises d'État dans les activités économiques et les investissements a augmenté. La part du budget des compagnies d'État dans le budget général est passé de 53 % en 1989 à 67 % en 1996. La part du budget de compagnies d'État dans le PIB a augmenté de 20 % en 1989 à 38.3 % en 1996.⁹⁵ En 1995, ce même processus de privatisation s'est arrêté à cause de l'instabilité économique engendrée par la dette et la dévaluation du rial.⁹⁶ Les investisseurs trouvent que

privé, de rétablir et renforcer la bourse des valeurs mobilières de Téhéran, et d'inviter les technocrates qui ont quitté le pays après la révolution de retourner au pays", cité dans : Ali SAEIDI (2001), *op. cit.*

⁹¹ Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 105-124.

⁹² Hasan KHOSHPOUR (1997), *op. cit.*, p. 485-488; Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet, 1988-1997*.

⁹³ Des presque 500 entreprises publiques destinées être remises au secteur privé en 1992-93, plus de 100 ont été vendues.

⁹⁴ Ali FARAZMAND (2001), *op. cit.*

⁹⁵ Masood NILY (1997), *op. cit.*, p. 454-458.

⁹⁶ Ali FARAZMAND (2001), *op. cit.*

la spéculation sur les devises et le commerce extérieur est infiniment plus profitable que la production de biens et de services.

L'investissement étranger

La croissance économique rapide surtout dans le secteur industriel nécessite un investissement massif aux niveaux interne et externe. L'investissement intérieur brut a fortement diminué de 22 % du PIB en 1984 à 11,5 % en 1988. Pendant le premier plan, le taux d'investissement a augmenté pour arriver entre 13 à 14 %.⁹⁷ Cependant, l'industrie souffre du vieillissement du système et des équipements. Elle a besoin de nouvelle technologie et d'équipement afin d'augmenter sa productivité et la qualité de sa production.

Puisque les ressources internes ne sont pas suffisantes pour financer le plan de reconstruction et de développement, le gouvernement est obligé de chercher des emprunts et des investissements directs à l'étranger. Pour briser le tabou du recours aux ressources internationales, le gouvernement pragmatiste envoie graduellement des signes de changement des politiques aux étrangers. La première occasion se produit après les tremblements de terre à Gilan et à Zandjan en 1990. Le gouvernement demande une aide d'urgence de 250 \$ millions auprès de la Banque mondiale.⁹⁸ Il s'agit du premier signal du retour au marché international du capital. Le gouvernement a également demandé des crédits et de l'assistance technique auprès du FMI.

La nouvelle orientation de la politique économique force le gouvernement à régler les problèmes politiques et légaux liés à l'investissement étranger.⁹⁹ Malgré l'existence d'une opposition puissante, la nouvelle politique tente d'enlever toutes les restrictions sur le pourcentage et la répartition du profit et d'ouvrir la porte aux investissements étrangers. La réforme des lois constitutionnelles constitue une étape importante afin d'éliminer les obstacles à la participation des étrangers dans les programmes du développement économique. Pour contourner le principe 81 de la Constitution qui exige l'approbation du *Majlis* pour tous les accords avec les étrangers, le Conseil des Gardiens présente, en 1990, une nouvelle interprétation de la Constitution.¹⁰⁰ Il argumente que l'approbation du *Majlis* n'est pas nécessaire.¹⁰¹

⁹⁷ Farrog NAJMABADI (1995), "Le rôle de l'industrie dans la croissance économique iranienne", *Iran Nameh*, no. 1-2, p. 163-188 [En persan].

⁹⁸ Kaveh EHSANI (1994), *op. cit.*

⁹⁹ The Economist Intelligence Unit (1991), *Iran: Country Report*, no.3, 1991.

¹⁰⁰ Mehrdad VALIBEIGI (1993), *op. cit.*

¹⁰¹ *Ibid.*

Par ailleurs, le gouvernement encourage les investissements étrangers en éliminant unilatéralement les restrictions légales. En 1992, le Haut conseil sur l'investissement annonce¹⁰² que les investissements étrangers privés ne sont soumis à aucune limite sur la propriété ou le contrôle de la gestion, auparavant interdites passé 49 %. Il garantit la liberté de retourner les profits et les capitaux aux pays d'origine. Il garantit également la compensation en devises étrangères en cas de future nationalisation ou confiscation. Les étrangers sont autorisés à participer au processus de privatisation.¹⁰³ La bourse de Téhéran est également internationalisée pour permettre aux investisseurs étrangers d'acheter et de vendre des actions. Cela encourage l'investissement étranger et donc le transfert de technologies et de connaissances techniques pour accélérer le processus d'industrialisation.¹⁰⁴ Les réformes légales et politiques du gouvernement incitent à la participation des firmes multinationales dans le développement économique. Plusieurs pays d'Europe de l'Ouest, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et certains pays arabes ont conclu des accords de *joint ventures* avec l'Iran. Ces accords sont principalement pour la production des biens industriels comme pétrochimie, l'aluminium, l'acier et les automobiles.¹⁰⁵ Grâce à la participation des firmes multinationales, le gouvernement planifie de remplacer l'importation de ces produits par des productions nationales et même de les exporter. Il vise à doubler la production d'acier qui place l'Iran parmi les 25 premiers exportateurs d'acier dans le monde.¹⁰⁶ Les Japonais, les Français, les Italiens et, ainsi que des firmes européennes, ont également signé des accords pour l'exploitation des réserves de charbon, de cuivre, de zinc, de fil et de bauxite. Pour la fabrication d'automobiles, la coopération des pays comme la France, l'Angleterre, l'Italie et la Corée du Sud est importante.¹⁰⁷ La compagnie Peugeot a signé un accord de dix ans pour produire des automobiles, des autobus et minibus et des fourgons. Fiat a conclu un accord pour la fabrication de camions, de tracteurs, de machinerie de construction routière et d'automobiles.¹⁰⁸

De plus, pour attirer les investissements étrangers, le gouvernement créé plusieurs zones franches industrielles et commerciales dans le Golfe persique. L'objectif est de surmonter les obstacles constitutionnels, sociaux et culturels afin d'attirer l'attention des investisseurs européens et asiatiques. Ainsi, en 1991, les deux grandes îles de Qeshme et de Kish, dans le Golfe persique sont désignées et annoncées comme zones franches pour les

¹⁰² Règlements concernant l'attrait et la protection de l'investissement étranger en Iran.

¹⁰³ Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 203.

¹⁰⁴ M. A. PESARAN (1992), *op. cit.*

¹⁰⁵ Hamid HOSSEINI (1994), *op. cit.*

¹⁰⁶ L. HADDAD (1994), *op. cit.*

¹⁰⁷ EIU *Country Profile, Iran, 1999-2000*, London: The Economist Intelligence Unit.

¹⁰⁸ Shireen HUNTER (1992), *op. cit.*, ch.3, p. 56-93.

investissements et les commerces internationaux.¹⁰⁹ De plus, le premier plan encourage la création de zones franches où les investisseurs sont exemptés de certaines lois et certains règlements y compris le paiement d'impôts sur le revenu ainsi que la limite du pourcentage sur la propriété.¹¹⁰ La nouvelle politique commerciale peut réduire l'impact de l'embargo des États-Unis en établissant des relations privilégiées avec trois partenaires principaux : le Japon, l'Allemagne, l'Italie, en plus de la Corée du Sud. Le commerce bilatéral avec l'Allemagne, par exemple, a atteint, en 1990, à 4,6 \$ milliards. De plus, ces zones sont utilisées pour encourager les exportations non-pétrolières.

Le gouvernement a également levé de nombreux obstacles à la participation des financiers étrangers.¹¹¹ Il a levé des obstacles constitutionnels et a autorisé les emprunts en devises étrangères afin de reconstruire et développer les industries.¹¹² Le premier plan de développement a permis au gouvernement d'emprunter 120 \$ millions, avec le résultat que la dette extérieure est passée de 15 \$ milliards en 1993 à près de 30 \$ milliards en 1995.

¹⁰⁹ M.R. GHASIMI (1992), "The Iranian Economy after the Revolution : An Economic Appraisal of the Five-year Plan", *International Journal of Middle East Studies*, vol. 24, p. 599-614.

¹¹⁰ Ali SALAMAT (1991), "Pragmatism Drives Efforts to Improve Foreign Relations; Bridging the Gulf", *Far Eastern Economic Review*, 5 septembre 1991, p. 23-27.

¹¹¹ Liesl Graz (1990), "Iran Under Rafsanjani", *Middle East International*, janvier 1990.

¹¹² *The Economist* (1994), "Tied Economy, Tied President", vol. 332, july 16th 1994, p. 37-38.

LA CRISE DE L'ENDETTEMENT ET LE RENVERSEMENT DE LA RÉFORME ÉCONOMIQUE, 1993-95

Pendant le premier plan, le cours de la balance des paiements est influencé par la fluctuation des revenus pétroliers et par les politiques macro-économiques. L'augmentation des revenus pétroliers a incité le gouvernement à mettre en place des centaines de projets de reconstruction ambitieux. En outre, il applique des politiques fiscales et monétaires laxistes et expansionnistes. La politique d'ouverture et la libéralisation commerciale ont engendré à leur tour un déficit de la balance commerciale durant le premier plan. L'augmentation des importations à 28 \$ milliards en 1991 et 30 \$ milliards en 1992 contre la diminution des exportations à 18 \$ milliards pour les mêmes années crée des déséquilibres dans les balances commerciale et courante. La balance courante est soudainement devenue déficitaire en 1991 alors qu'elle était positive l'année précédente.¹¹³ Le déficit au compte courant accumulé pendant le premier plan est monté à 30,5 \$ milliards.¹¹⁴ Jusqu'à 1992, la balance du compte capital était positive avec un surplus de 1,9 \$ milliards. Pendant ces années, le déficit de la balance courante est compensé par le surplus du compte capital.

Pour la première fois après la révolution, le pays fait face à la crise de l'endettement.¹¹⁵ Jusqu'à 1989 et malgré la guerre, la dette à long terme est de un milliard de dollars et la dette à court terme est de 10 \$ à 12 \$ milliards, selon le président Rafsanjani.¹¹⁶ En 1993, la dette totale officielle est de 23 \$ milliards dont plus de 76 % à court terme.¹¹⁷ Certaines sources indiquent que la dette totale a atteint 50 \$ milliards dont 35 \$ milliards à court terme. L'Iran s'est hissé au rang du 21^e pays le plus endetté au monde.¹¹⁸ Une grande partie de cette dette est à court terme. Le gouvernement doit rembourser 80 % de la dette totale pendant le premier plan, ce qui semble impossible à réaliser. Sur 28 \$ milliards, de 8 \$ à 10 \$ milliards sont dus en 1993.¹¹⁹ Incapable d'honorer ses paiements, il a donc entrepris des négociations bilatérales afin de rééchelonner le service de la dette.¹²⁰

¹¹³ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1988-1995.

¹¹⁴ Farzad TAHERIPOUR (1997), *op. cit.*

¹¹⁵ Pour la question de l'endettement dans les pays en développement voir : Christian DEBLOCK et Samia Kazi AOUL (2001), *La dette extérieure des pays en développement*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec; Hassan HAKIMIAN and Massoud KARSHENAS (1999), *op. cit.*

¹¹⁶ Patrick CLAWSON (1994), *op. cit.*

¹¹⁷ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1993.

¹¹⁸ Hassan HAKIMIAN and Massoud KARSHENAS (2000), *op. cit.*, p. 51.

¹¹⁹ David Menashri (1997), *Revolution at a Crossroads : Iran's Domestic Politics and Regional Ambitions*, Washington, D.C. : Washington Institute for Near East Policy.

¹²⁰ M.R. GHASIMI (1992), *op. cit.*

Vers la fin du premier plan quinquennal, la situation économique se détériore. Plusieurs facteurs accentuent la crise économique à partir de 1993. Premièrement, il y a la diminution importante des revenus pétroliers et la récession.¹²¹ Les déséquilibres entre les revenus et les dépenses publiques ont provoqué une instabilité macro-économique.¹²² L'incertitude sur la direction de politiques économiques ainsi que la diminution du prix du pétrole ont pratiquement miné les efforts de réformes économiques. Deuxièmement, la crise de l'endettement a causé une panique chez les dirigeants islamiques. Troisièmement, l'unification de taux de change en 1993 coïncide avec la crise de la dette et mit le feu aux poudres. Ces facteurs ont pratiquement mis fin au processus de réformes économiques appliqué pendant quatre ans.

Le gouvernement adopte une série de mesures d'austérité pour faire face à la crise économique et surtout à la crise de l'endettement. Il est forcé de diminuer les dépenses publiques. Les programmes d'industrialisation et la croissance économique sont mis en danger. Plusieurs centaines de projets de reconstruction et de développement mis en chantiers sont abandonnés. Dès 1994, la réduction des importations joue un rôle-clé dans les mesures d'austérité. Les importations atteignent en 1994 à la moitié en 1994 de celles de 1991 et 1992.¹²³ Après 1994, la balance des comptes courants connaît un surplus de 4,9 \$ milliards en moyenne par an. La diminution des importations a donc considérablement ralenti la croissance de la production des secteurs non pétroliers. En outre, la réduction des subventions et la dévaluation majeure du rial ont augmenté les coûts de production de 25 à 100 %. Ainsi, la politique d'austérité a mis en danger le cycle de production industrielle pour l'exportation.

¹²¹ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1994.

¹²² Hassan HAKIMIAN and Massoud KARSHENAS (1999), *op. cit.*

¹²³ International Monetary Fund (1998), *Islamic Republic of Iran: Recent Economic Developments*, IMF Staff Country Report no. 98/27, april 1998, International Monetary Fund, Washington, D.C., p. 8-13.

LE DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL (1995-1999)

La crise économique à la fin du premier plan et le renversement des programmes d'ajustement structurel intensifient les disputes entre les deux factions actives dans l'État sur la nature du deuxième plan quinquennal. Les conservateurs, dominants dans le *Majlis*, accusent le président d'avoir appliqué un modèle économique occidental capitaliste. Les conséquences néfastes des réformes agitent la population surtout la population urbaine. Selon les conservateurs, les politiques économiques du gouvernement affaiblissent les valeurs islamiques dans la société et soulèvent la population contre l'État islamique. Par peur des répercussions politiques, le *Majlis*, qui avait appuyé le président, annonce son désaccord avec ses programmes de réformes. À cause de la confusion au sein de l'État sur la stratégie de développement, la continuité des réformes économiques est remise en question. Dans ces circonstances, le *Majlis* annonce qu'il ne traitera pas le deuxième plan de développement avant l'évaluation complète de la performance du premier plan. Il se donne un an à la fin du premier plan pour effectuer cette évaluation. Ainsi, il prolonge la durée du premier plan jusqu'en 1995. Le deuxième plan entre en vigueur dès mars 1995, soit avec un an de retard.

Le deuxième plan est considéré par le gouvernement comme la continuité du premier plan, car il prescrit les mêmes réformes économiques.¹²⁴ Celles annoncées dans le deuxième plan s'inscrivent plus ou moins dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Ce sont : l'allocation des revenus pétroliers aux projets de développement; le contrôle de la croissance de la masse monétaire et de l'inflation; la réforme du système fiscal; la réduction des subventions universelles, mais l'augmentation des subventions aux groupes vulnérables; un système de taux de change unique avec un taux flottant; la convertibilité du rial; la rationalisation des taux d'intérêt; la continuité de la privatisation et la libéralisation du commerce extérieur.

Cependant, le plan est plus réaliste et conservateur par rapport au deuxième plan au niveau des objectifs quantitatifs de la croissance. Comme dans le premier plan, l'objectif principal du deuxième plan est la croissance économique, mais il insiste sur la croissance soutenue de l'économie. La croissance du PIB a été fixée à 5,8 %, comparée à 8,1 % dans le premier plan, avec un taux d'inflation à un chiffre. La croissance moyenne du secteur du pétrole est prévue à 1,6 %, de l'industrie et des mines à 5,9 %, de l'agriculture à 4,3 %, et

¹²⁴ Sazeman-e Barnameh va Budjeh [L'organisation du plan et du budget] (1995), *Ghanon-e Barnameh-e Dovvom-e Towseah-e Eqtesadi, Ejtema'ai, Farhangi-ye Jomhuri-ye Islami-ye Iran*, 1374-1378 [Deuxième plan de développement économique, social et culturel de la République islamique de l'Iran 1995-1999].

des services à 3,1 %. Le taux de croissance moyen annuel est de 3,4 % pour l'exportation du pétrole, de 8,4 % pour les exportations non pétrolières et de 4,3 % pour les importations. Le secteur pétrolier devrait fournir 73 \$ milliards et l'exportation non pétrolière 27 \$ milliards pendant le deuxième plan. Les importations ne devront pas excéder 91 \$ milliards. De plus, le plan permet au gouvernement d'utiliser 10 \$ milliards de crédits étrangers sous forme de *buy-back* pour investir dans le secteur pétrolier et les infrastructures.¹²⁵

Le deuxième plan face à la réalité politique et économique

La période du deuxième plan est caractérisée par l'instabilité macro-économique et la chute de la croissance économique. L'instabilité macro-économique intensifiée en 1995 empêche la réalisation des objectifs du plan. Malgré l'insistance du plan sur la continuité des réformes économiques, le gouvernement est forcé de changer ses priorités. La nouvelle priorité consiste à résoudre la crise économique immédiate et l'endettement qui ont provoqué les déséquilibres macro-économiques. Les réformes structurelles sont donc reportées. Pendant ce plan, entre 15 % à 20 % des recettes de l'extérieur doivent être consacrées au service de la dette. Des mesures d'austérité sont introduites afin d'alléger la crise de l'endettement et de la balance des paiements. Ainsi, le gouvernement a réussi à rembourser une grande partie de la dette jusqu'à 1997.

¹²⁵ *Ibid.*

LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

Le premier plan

Pendant le premier plan, le PIB a connu une forte croissance après la révolution. Le gouvernement a atteint les objectifs de croissance économique fixés par le plan. Le PIB réel est de 4,2 % en 1989/90, de 11,5 % en 1990/91, de 10,12 % en 1991/92, de 6,0 % en 1992/93, et de 4,8 % en 1993/94. Le taux moyen de la croissance annuelle de 7,3 % est un succès par rapport au plan qui avait fixé un taux moyen de 8,1 %.¹²⁶ Cette croissance importante montre rétablissement de l'économie en crise pendant les années 1980. Cependant, le cycle de la croissance du PIB dépend en grande partie du cycle des revenus pétroliers et d'autres sources d'échanges internationaux. La croissance la plus forte en 1990 et 1991 coïncide avec l'augmentation considérable des revenus pétroliers¹²⁷ qui a augmenté de 9,7 \$ milliards en 1988 à 18 \$ milliards en 1991. Ces revenus comptent pour 60 % du revenu total en 1991 contre 39 % en 1988.

Le PIB par habitant a également connu une croissance importante pendant le premier plan. Les statistiques officielles montrent un taux de croissance par habitant cumulatif de 25 % entre 1988 et 1992.¹²⁸ Malgré la croissance du PIB par habitant pendant le premier plan, elle n'a pas dépassé celle de 1980. C'est principalement à cause de la faiblesse des secteurs économiques incapables de prendre la relève du secteur pétrolier, dont la part dans l'économie a diminué malgré le changement démographique. Le taux de croissance de la population a diminué de 3,5 % pendant la Première République à 2,2 % en 1993 et à 1,8 % à la fin du premier plan.¹²⁹

La croissance du PIB est due en partie à la croissance du secteur industriel. Même si la croissance de ce secteur n'a pas atteint les objectifs initialement prévus, il a connu une croissance remarquable pendant le plan. Le taux de croissance de ce secteur varie entre 18 % en 1991 et 1,0 % en 1993. Cette fluctuation du taux de croissance industriel montre la forte dépendance de l'industrie sur l'importation des matières premières et des biens intermédiaires. Si les revenus du pétrole augmentent, par exemple en 1991, les importations de ces biens s'accroissent et par conséquent, la production industrielle augmente. Grâce à

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Hassan HAKIMIAN and Massoud KARSHENAS (1999), *op. cit.*

¹²⁸ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1988-1995.

¹²⁹ Hooshang AMIRAHMADI (1995), « Arzyabi-e Amalkard-e barname-e Avval » [l'évaluation du premier plan], *Iran Nameh*, no. 1 et 2, printemps 1995, p. 7-48.

l'allocation des devises abondantes pour les importations, la capacité productive des industries est passée de 30-40 % en 1988 à 70-80 % en 1992. La part de la production industrielle dans le PIB a atteint 21 %.¹³⁰ La croissance moyenne annuelle du secteur de l'industrie et des mines réalisée pendant le premier plan est de 8,7 %, ce qui est loin de l'objectif prévu de 15 % par an. Le taux de croissance annuel pour l'industrie est seulement de 7,6 %, ce qui représente 53 % de l'objectif prévu par le plan. Le taux moyen de croissance pour le secteur des mines est de 12,4 % contre 19,5 % prévu par le plan.

On prévoyait une diminution de la part du secteur agricole dans le PIB de l'ordre de 24,5 % en 1989/90 à 20,6 en 1993/94. La part de ce secteur dans le PIB est de 18,5 % en 1991/92 et de 15,5 en 1994/95. Cette diminution est le reflet de l'augmentation du PIB à la suite de l'augmentation des importations. La croissance du secteur en 1990/91 est de 8 %. À la fin du plan, plus de 90 % de l'objectif de la croissance a été atteint.¹³¹ Mais malgré la croissance importante de l'agriculture, les importations de certains produits agricoles augmentent. La part du secteur des services dans le PIB a diminué de 54,5 % en 1988/89 à 47 % en 1994/95. Mais le plan vise à diminuer le rôle dominant des services dans l'économie, ce qui n'est pas atteint. Au lieu de 5,9 % de croissance prévue, ce secteur a connu un taux de croissance moyen de 6,8 % pendant le premier plan.¹³²

Les politiques d'austérité, intensifiées après 1994 pour faire face à l'endettement, ont produit des résultats néfastes sur l'économie pendant le deuxième plan.¹³³ Le taux de croissance moyen annuel entre 1994 et 1997 est de 3,7 %, ce qui est bien inférieur à la prévision déjà modeste du plan, qui est de 5,1 %. Le PIB a chuté en 1994 et puis a augmenté à près de 5 % en 1995 pour ensuite diminuer à 2,9 % en 1997.¹³⁴

Le taux de croissance moyen du secteur pétrolier pendant le deuxième plan est de -0,9 %. Cependant, l'augmentation des exportations pétrolières à 3,6 millions b/j en 1996/97 a allégé la compression des importations et a amélioré la balance courante du pays.¹³⁵ Avec une augmentation du prix qui atteint 20 \$ le baril, les revenus pétroliers ont

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1988-1995.

¹³² *Ibid.*

¹³³ Hassan HAKIMIAN and Massoud KARSHENAS (1999), *op. cit.*

¹³⁴ Sazeman-e Barnameh va Budjeh [l'Organisation du Plan et du budget] (1989), *Ghanon-e Barnameh-e Avval-e Towseah-e Eqtesadi, Ejtema'ai, Farhangi-ye Jomhuri-ye Islami-ye Iran*, 1368-1372 [Premier plan de développement économique, social, culturel de la République islamique de l'Iran 1989-1994]; Sazeman-e Barnameh va Budjeh [l'Organisation du Plan et du budget] (1989), *Ghanon-e Barnameh-e Dovvom-e Towseah-e Eqtesadi, Ejtema'ai, Farhangi-ye Jomhuri-ye Islami-ye Iran*, 1374-1378 [Deuxième plan de développement économique, social, culturel de la République islamique de l'Iran 1995-1999]; Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Annual Review*, 1988-2002.

¹³⁵ Central Bank of Iran, *Bulletin*, 1990-2000.

augmenté de 27 % pour totaliser 19,3 \$ milliards.¹³⁶ Comme prévu, le gouvernement met l'accent sur l'expansion de l'industrie pétrochimique, qui produit des biens à valeur ajoutée plus élevée. La production totale du secteur pétrochimique atteint 11,2 millions tons en 1997 et 12 millions en 1998, comparé à 2,4 millions en 1989. Le résultat est que l'Iran est devenu le deuxième grand producteur de produits pétrochimiques dans la région, après l'Arabie Saoudite. Avec la réalisation d'une trentaine de projets dans cette industrie, les produits pétrochimiques devraient totaliser 21 millions de tonnes en 2010.¹³⁷

Le secteur industriel est dominé comme toujours par un nombre limité des grandes entreprises d'État qui représentent environ 70 % de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier. Le taux moyen de croissance annuel entre 1992/93 et 1996/97 est de 5 %. En 1996/97, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale atteint 21 %. Il faut noter que le secteur de la construction est le plus actif du secteur industriel. En 1996/97, la croissance de l'agriculture est de 3,5 % comparée à 2 % pendant les années 1994-1995. La part de l'agriculture dans le PIB passe de 18,4 % en 1995/96 à 14,8 % en 1997/98, à cause de la diminution de 11 % de la production du blé cette année. Cependant, le secteur agricole est le seul qui ait atteint l'objectif du deuxième plan, avec un taux de croissance annuel moyen de 4,4 %.

Le changement structurel de l'économie?

Comme toujours, les exportations pétrolières constituent la majeure partie des exportations totales. Grâce à l'augmentation des exportations non pétrolières, la part du pétrole a graduellement diminué après 1989 pour être au plus bas depuis des décennies soit à 75 % en 1994. Mais après l'échec de réformes économiques en 1993 et l'arrêt des politiques d'incitation aux exportations, les exportations non pétrolières ont diminué et, par conséquent, la part du pétrole dans les exportations a augmenté¹³⁸, alors que le plan prévoit une diminution importante de la dépendance de l'État sur le pétrole fixée à seulement 24 %.

L'encouragement de l'exportation non pétrolière est devenu une priorité importante pendant le premier et le deuxième plan. Plusieurs mesures incitatives sont appliquées : exemption de taxe, élimination des restrictions quantitatives et vente des revenus d'exportation à un taux de change flottant. Après 1992, l'exemption de taxe pour l'exportation des tapis et d'articles d'artisanat industriel est à 100 % et pour l'exportation traditionnelle, de 50 %. La Banque d'Expansion des Exportations a été créée en 1991 afin

¹³⁶ Fonds Monétaire International, *Statistique financière internationale*, 1991-1998, Publication du département des statistiques du FMI, Washington, D. C.

¹³⁷ International Monetary Fund (1998), *op. cit.*, p. 15.

¹³⁸ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1990-1995; Farzad TAHERIPOUR (1997), *op. cit.*

d'assister les exportateurs des produits industriels et traditionnels. L'exportation non pétrolière a connu une croissance sans précédent après 1988. La valeur de ces exportations est passée de 465 \$ millions en 1987 à 1,3 \$ milliard en 1991, à 2,9 \$ milliards en 1992 et à 4,5 \$ milliards en 1994.¹³⁹ Le taux moyen de la croissance de l'exportation non pétrolière pendant le premier plan est de 27,5 % au prix courant. Le ratio de l'exportation non pétrolière aux exportations totales a augmenté de 13 % en 1988. La croissance des exportations non pétrolières est arrivée à un point record en 1994/95, pour ensuite diminuer en 1996/97. C'est un indicateur important du changement positif dans l'économie. En 1988, les exportations non pétrolières fournissent 7 % des changes pour les importations alors qu'en 1994/95, ce pourcentage est de 30 %.¹⁴⁰ C'est un premier pas vers la diversification des exportations. Cependant, ces exportations ont atteint un peu plus d'un tiers de l'objectif du plan.

La composition des exportations non pétrolières montre que l'objectif de changer la structure des exportations est loin d'être réalisé. Cette structure devait être changée en faveur de l'exportation de produits industriels contre des produits traditionnels et agricoles. La part des secteurs traditionnel et agricole dans les exportations non pétrolières a diminué de 75 % en 1987 à 70 % en 1993 et à 58 % en 1995.¹⁴¹ Les tapis, les pistaches et le caviar constituent encore la plus grande partie de ces exportations. Les exportations non pétrolières sont fortement dépendantes, directement ou indirectement, du secteur de l'agriculture. Les produits industriels constituent également une partie croissante de ces exportations, lesquelles ont augmenté de 233 \$ millions en 1988 à 1192 \$ millions en 1993 et à 1510 \$ millions en 1994.¹⁴² La part de secteur industriel dans les exportations a augmenté de 17 % en 1987 à 31 % en 1993 et 39 % en 1995. Mais à la fin du premier plan, seulement 65 % de l'objectif des exportations prévues est réalisé dont seulement un tiers des exportations industrielles. Selon ce plan, ces dernières devaient être deux fois plus grandes que celles des tapis pendant cette période, soit 9000 \$ millions. Mais à la fin du plan, elles n'en représentaient que la moitié des exportations des tapis.¹⁴³ L'exportation des tapis n'a rapporté que 600 \$ millions en 1996/97 comparés à 2,1 \$ milliards en 1994/95.

Après l'application de plusieurs mesures, la balance des paiements a connu un surplus de 2,3 \$ milliards en 1996/97 contre 11,7 \$ milliards en 1993. Cependant à cause de la chute du prix du pétrole et de la stagnation des exportations non pétrolières, le compte

¹³⁹ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1989-1995; Adnan MAZAREI (1996), *op. cit.*

¹⁴⁰ Masood NILY (1997), *op. cit.*, p. 388-400.

¹⁴¹ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1988-1995; Farzad TAHERIPOUR (1997), *op. cit.*

¹⁴² Farrog NAJMABADI (1995), *op. cit.*

¹⁴³ Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1988-1995.

extérieur s'est détérioré entre 1997/98–1998/99 et la balance des paiements a connu un déficit de 3,7 \$ milliards et de 1,5 \$ milliard pour ces années respectivement.

Cependant, le gouvernement a réussi à rembourser une partie de la dette jusqu'à la fin de deuxième plan. De 30 \$ milliards en 1993/94, la dette a diminué à 16,8 \$ milliards en 1996/97. La dette à long et à moyen terme, qui avait augmenté suite aux négociations bilatérales à 16 \$ milliards en 1994/95, a diminué à 12 \$ milliards en 1996/97. La dette à court terme, de 17,6 \$ milliards en 1993/94, a diminué à 4,7 \$ milliards en 1996/97.

Une comparaison entre l'Iran et certains pays en voie de développement peut mettre en lumière la faiblesse de la capacité concurrentielle de l'industrie iranienne même après les réformes économiques. Les statistiques montrent l'écart important de la croissance industrielle entre l'Iran et les autres pays. Selon les rapports de la Banque Mondiale, l'Iran se situe parmi les plus faibles pour en ce qui a trait à la croissance de l'exportation des biens manufacturés. Ces exportations, qui ont fourni 80 millions en 1985, ont atteint seulement 630 millions en 1992.

CONCLUSION

Les changements sur la scène politique iranienne à la fin des années 1980 sont suivis par le changement de la stratégie de développement durant la Deuxième République. Les changements dans l'État islamique et ses relations avec le système international ont entraîné des transformations importantes dans les politiques internes et externes de l'État. D'une part, le gouvernement applique une politique de détente afin d'améliorer l'image internationale du pays aux yeux des États dans la région et ailleurs. Ces tentatives visent à redonner à l'Iran sa place politique sur la scène internationale. D'autre part, il adapte une nouvelle stratégie de développement économique afin d'améliorer la place économique du pays dans l'économie mondiale. Cela signifie que l'État accepte les recommandations des grands acteurs de l'économie mondiale afin d'accélérer le développement économique. Cet objectif est poursuivi par l'application de réformes économiques massives pendant la Deuxième République. Ces réformes ont pour objectif en premier lieu de résoudre les crises économiques provoquées par la révolution et la guerre pendant la Première République.

Les programmes de réformes économiques ont-ils réussi à atteindre leur objectif principal, soit la transformation de la structure économique? Sans aucun doute, ils ont ramené l'économie en crise sur la voie d'une croissance raisonnable. Le premier plan a obtenu un grand succès à cet égard. L'économie iranienne a connu une importante croissance moyenne de 7 % pendant cette période. L'instauration du système de marché, la privatisation, l'ouverture économique et la modification du système de taux de change ont changé le visage de l'économie. Sans atteindre les résultats désirés, la continuité de ces réformes substantielles est menacée par la position internationale défavorable causée par le déficit de la balance des paiements. La volatilité du marché pétrolier, l'intensification de l'embargo économique et financier américain quoi que la pression de la dette extérieure ont ralenti la croissance économique tout en renversant les réformes économiques.

À la fin de la Deuxième République les malaises économiques chroniques sont présents. Après l'application de deux plans de développement, les caractéristiques structurelles de l'économie iranienne demeurent. La dépendance de l'économie du pétrole est toujours très élevée. Malgré la relance des exportations non pétrolières en 1991 et 1992, la part du pétrole dans les recettes de provenance étrangère est de 75 % à 80 %. Les devises pétrolières fournissent également une partie importante de budget annuel de l'État. Le gouvernement n'a pas réussi à améliorer la capacité concurrentielle de l'industrie afin de changer la place économique du pays dans la division internationale du travail. Le secteur

industriel est trop faible pour trouver une place dans l'économie globale, le climat d'investissement est incertain, les finances publiques sont précaires et le problème de la stagflation continue. Entre autres, les comptes courants n'ont pas été améliorés à cause des réformes structurelles, mais plutôt grâce aux exportations pétrolières et à la restriction des importations.